



**BUREAU  
VERITAS**

BUREAU VERITAS EXPLOITATION  
BRETAGNE PAYS DE LOIRE  
22 rue Amiral Romain Desfossés  
CS 62827  
29228 BREST cedex 2  
06 47 77 04 23  
arnaud.jegouic@fr.bureauveritas.com

**ESID de BREST - BCRM DE BREST**  
**15 bis avenue de l'Ecole Navale**  
**CC16**  
**29240 BREST CEDEX 9**

02 98 14 83 96

christophe.gouge@intradef.gouv.fr

Réf. client : OS252  
Date de la commande: 08/0/202  
Rapport N°: 12299460/OS252/G004  
Rapport établi le 31/ /202

A l'attention de **M. Christophe GOUGE**

Copie à :

## Rapport d'évaluation de l'état de conservation de matériaux et produits de la liste A et de la liste B contenant de l'amiante.

<p>Lieu d'intervention : <b>Immeuble : CM LA VILLENEUVE</b> <b>Composant : VANDENBERGHE</b> <b>G2D : 290019528G0004</b></p> <p>Adresse : <b>29200 BREST</b></p>	<p>Propriétaire</p> <p>ESID de BREST - BCRM DE BREST 15 bis avenue de l'Ecole Navale CC16 29240 BREST CEDEX 9</p>
<p>Date du constat : 31/01/2023</p>	<p>Donneur d'ordre</p>
<p>En présence de : /</p> 	<p>ESID de BREST - BCRM DE BREST 15 bis avenue de l'Ecole Navale CC16 29240 BREST CEDEX 9</p>

Diagnostiqueur **JEGOUIC ARNAUD**

Signature

**BUREAU VERITAS EXPLOITATION**  
Pôle Gestion de Patrimoine Ouest  
SIREN : 790 184 675  


Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences ont été certifiées par Bureau Veritas Certification Paris La Défense  
Certificat n° 9643066 délivré le 12/04/2021 et valable jusqu'au 11/04/2028

Compagnie d'assurance de Bureau Veritas : **MSIG Insurance Europe AG (Ref. contrat : F210.16.0414).**  
Date de fin de validité : 31/12/2023

# Sommaire

<b>1. Objet de la mission .....</b>	<b>3</b>
<b>2. Textes de référence .....</b>	<b>3</b>
<b>3. Résultats et conclusions .....</b>	<b>3</b>
3.1. Matériaux liste A : .....	3
3.2. Matériaux liste B : .....	5
<b>Attestations et certificats :.....</b>	<b>11</b>

# 1. Objet de la mission

Evaluer l'état de conservation des matériaux de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante

## 2. Textes de référence

- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- ▢ Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1337-2 à R1337-5.
- ▢ Code de la Construction et de l'Habitation – articles R271-1 à R271-5 créés par décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.
- ▢ Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- ▢ Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- ▢ Arrêté du 12 décembre 2012 relatif d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement et au contenu du rapport de repérage

## 3. Résultats et conclusions

### 3.1.

#### Matériaux liste A :

Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Date de la visite	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou produit	Etat de conservation
31/01/2023	Faux-plafond	IV	bâtiment VANDENBERGHE – niveau R+0 - 00.001 - Plafond	Accès interdit, risque d'effondrement Aucun état de conservation ne sera établi

L'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante est caractérisé par un score fixé par la réglementation, en application des grilles d'évaluation en annexe de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié.

Cet état de conservation est caractérisé par un score 1, 2 ou 3.

Les grilles d'évaluation de l'état de conservation se trouvent en annexe du présent rapport.

En fonction des scores obtenus, les obligations réglementaires sont les suivantes :

### **Pour un Score 1 :**

Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception

Un contrôle périodique de l'état de conservation de ces matériaux en fonction de la grille de l'état de conservation doit être mis en place. Ce contrôle est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

### **Pour un Score 2 :**

Faire réaliser une mesure du niveau d'empoussièrement de l'atmosphère des locaux concernés, réalisée par un organisme accrédité qui adresse au ministère de la santé un rapport annuel d'activité, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise du rapport de repérage.

Si le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à 5 fibres/litre, le propriétaire a pour obligation de faire procéder à un contrôle comme défini dans la situation du score 1.

Si le niveau d'empoussièrement est supérieur à 5 fibres/litre, le propriétaire a pour obligation de faire procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante comme définis dans la situation de score 3.

### **Pour un Score 3 :**

Faire réaliser des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, devant être engagés et achevés dans un délai de trente-six mois, à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle. Pendant la période précédant ces travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de maintenir l'exposition des occupants au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres/litre. Ces mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation du matériau concerné par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage et dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

(Le délai d'achèvement des travaux peut, à la demande du propriétaire, être prorogé pour les IGH et ERP de catégories 1 à 3 lorsque les flocages, calorifugeages ou faux-plafonds contenant de l'amiante ont été utilisés à des fins de traitement généralisé).

A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A le propriétaire fait procéder par une personne répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées.

Il fait également procéder, par un organisme accrédité, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R. 1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

### 3.2. Matériaux liste B :

Les résultats sont consignés dans le tableau ci-dessous :

Date de la visite	Matériau	Repérage	Localisation du matériau ou du produit	Etat de conservation et de risque de dégradation / recommandation de gestion adaptée	Mesures associées
31/01/2023	Dalle de sol	IV	bâtiment ANDENBERGHE – niveau R+0 - 00.021	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé de manière généralisée (AC2)	Retrait du matériau  AC2
31/01/2023	Plaque ondulée fibres-ciment	IV	bâtiment VANDENBER GHE – niveau Extérieur - Toiture	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau dégradé ponctuellement, risque d'extension à terme de la dégradation (AC1)	Traitement ponctuel du matériau  AC1
31/01/2023	Conduit	IV	bâtiment VANDENBER GHE – niveau Extérieur - Façade	Protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau non dégradé, risque de dégradation faible ou à terme (EP)	Evaluation périodique (EP)

(1) Mesures recommandées : EP : Evaluation périodique, AC1 : action corrective de premier niveau, AC2 : action corrective de deuxième niveau

L'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation lié à l'environnement des matériaux de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante s'appuie sur les critères fixés par la réglementation, en application de la grille d'évaluation en annexe de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié.

La grille d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation se trouve en annexe du présent rapport.

Sur la base de l'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation des produits et matériaux contenant de l'amiante, les recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes sont les suivantes :

**EP : Evaluation périodique :** Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

**AC1 : Action corrective de premier niveau :**

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

**AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à:**

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique.
- b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder par une personne répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, par un organisme accrédité, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

## ❓ Critères d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation

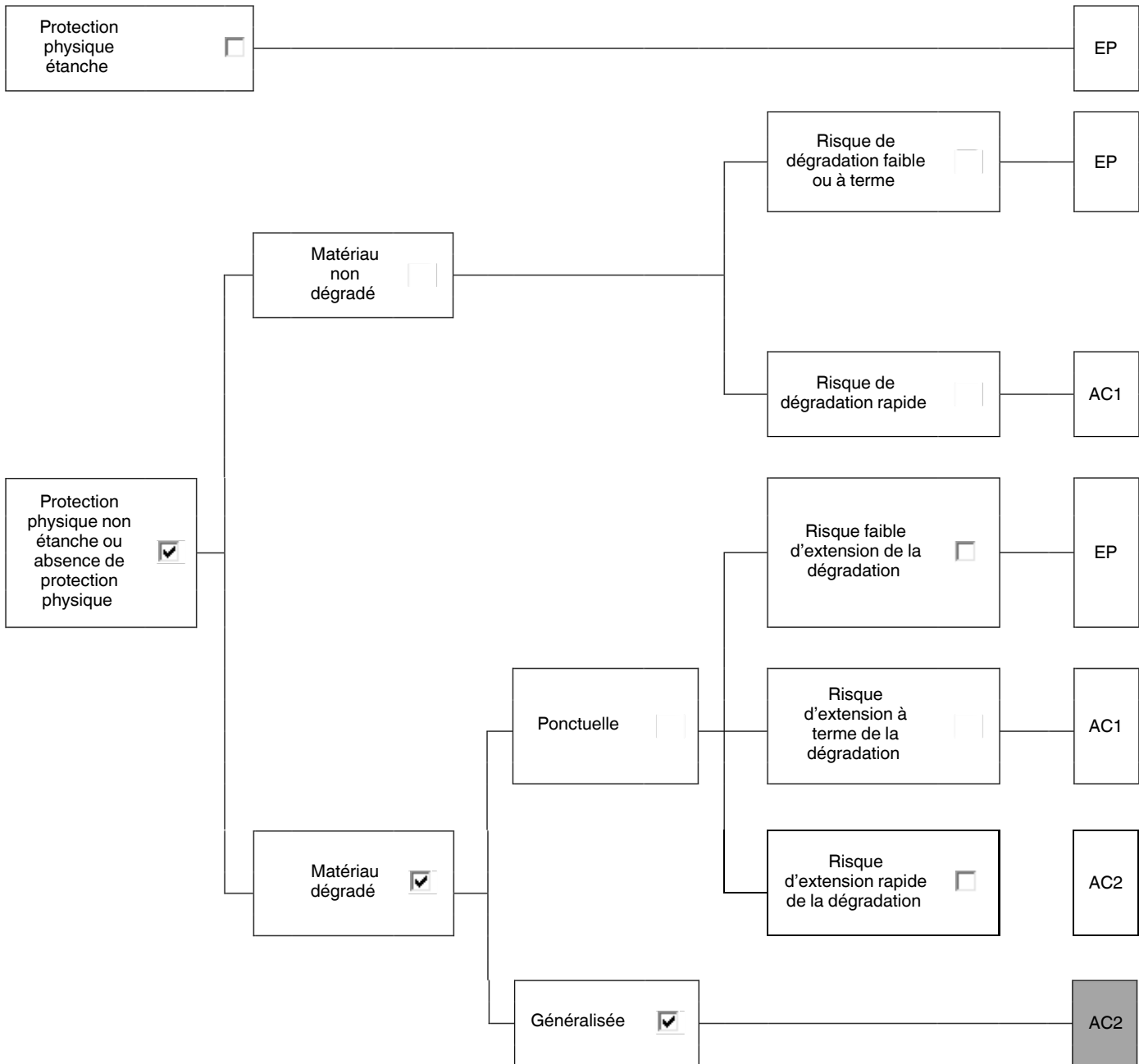
### CRITÈRES D'ÉVALUATION DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DÉGRADATION LIÉS À LEUR ENVIRONNEMENT

RESULTAT DE LA GRILLE	CONCLUSIONS Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes.
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de premier niveau
AC2	Action corrective de second niveau

### TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE

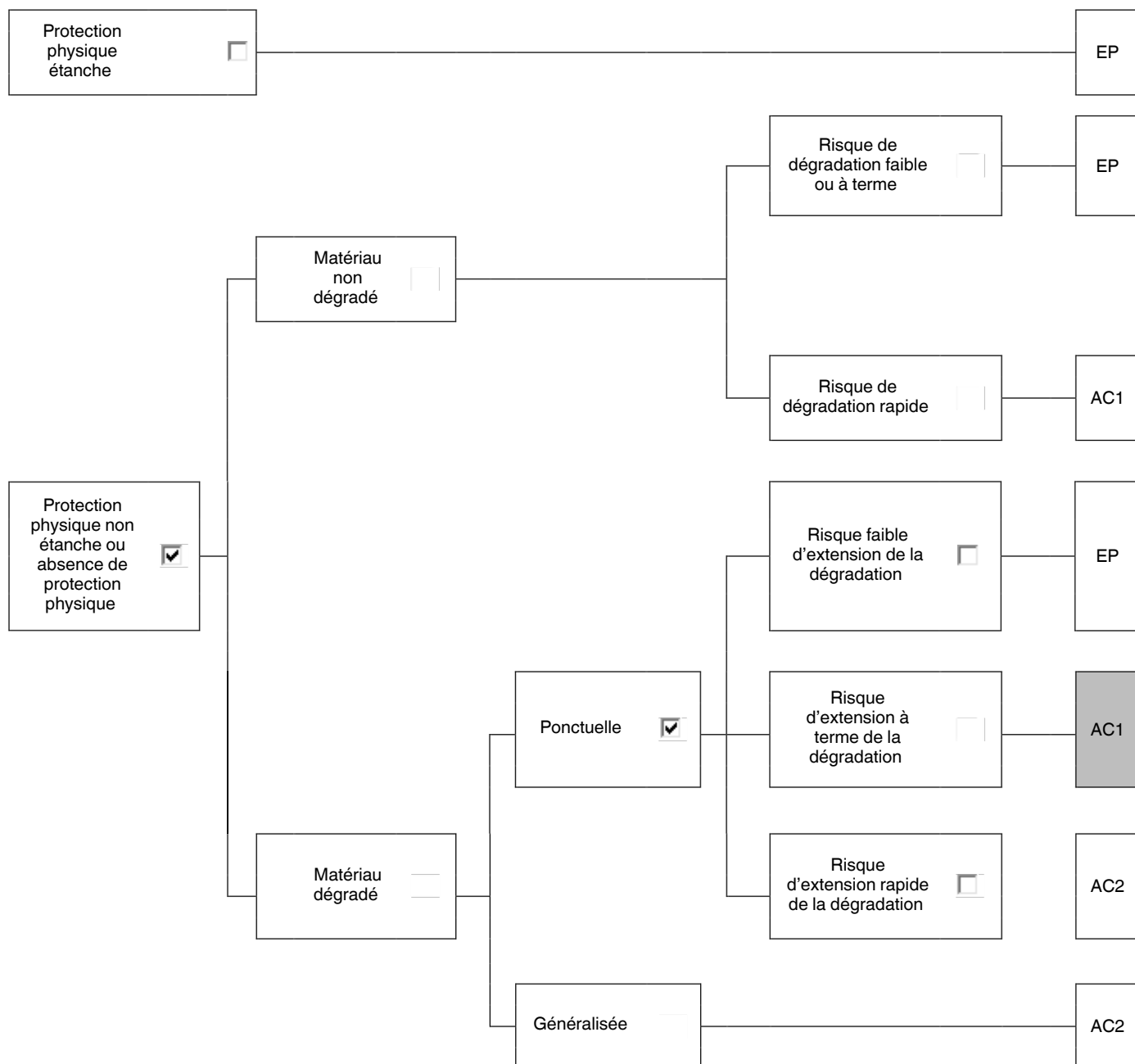
<b>PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU</b>	
❓	Protection physique étanche
❓	Protection physique non étanche ou absence de protection physique
<b>ETAT DE DEGRADATION</b>	
❓	Matériau dégradé
❓	Matériau non dégradé
<b>ETENDUE DE LA DEGRADATION</b>	
❓	Ponctuelle
❓	Généralise
<b>RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU</b>	
❓	Risque de dégradation faible ou à terme
❓	Risque de dégradation rapide
❓	Risque faible d'extension de la dégradation
❓	Risque d'extension à terme de la dégradation
❓	Risque d'extension rapide de la dégradation
<p>L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ;</li> <li>– la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.</li> </ul> <p>Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.</p>	

<b>GRILLES D'EVALUATION N°1 – Dalle de sol</b> <b>Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène</b>				
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation

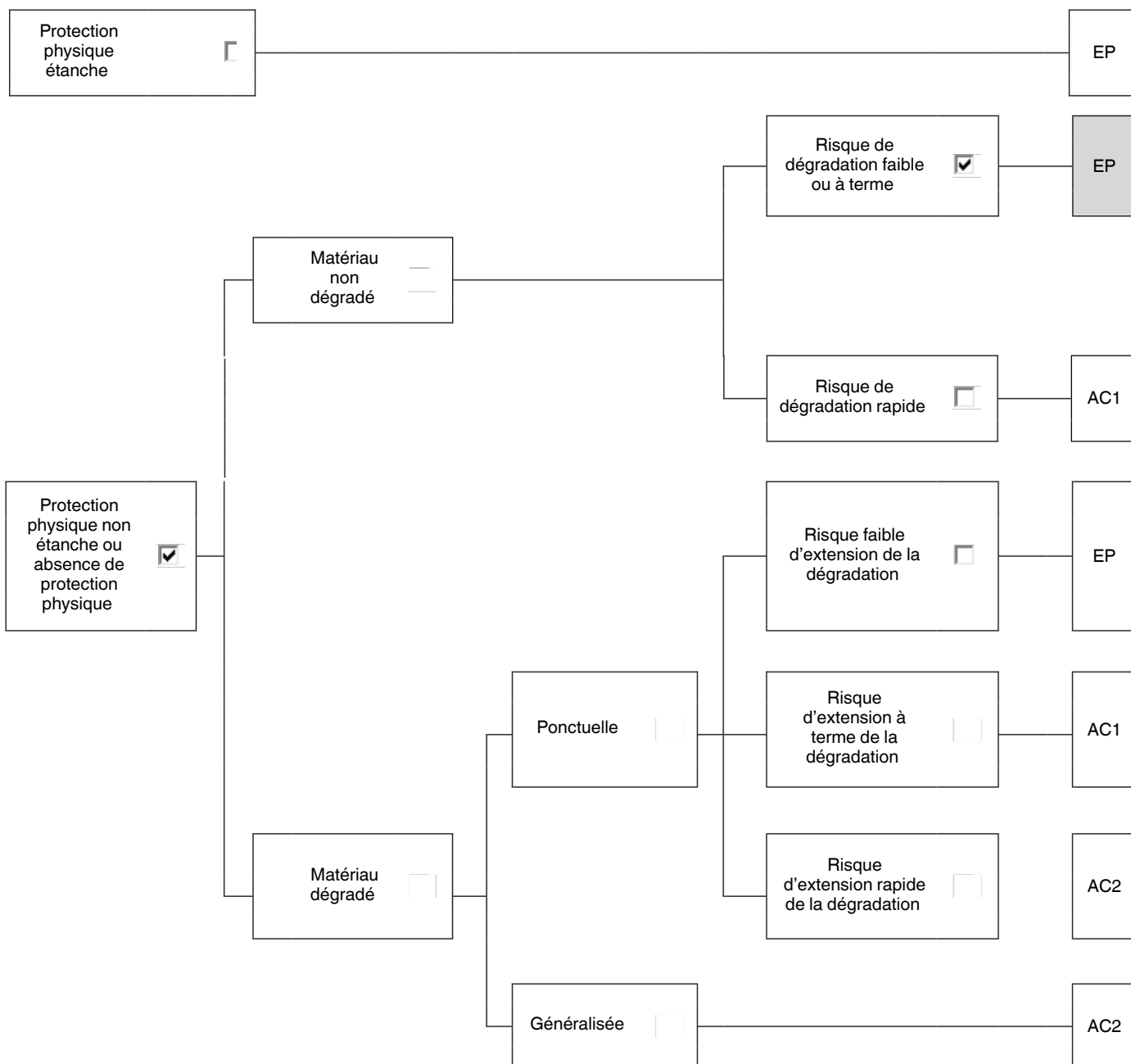




GRILLES D'EVALUATION N°2 – Plaque ondulée				
Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène				
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation



GRILLES D'EVALUATION N°3 – Conduit				
Evaluation de l'état de conservation et risque de dégradation lié à son environnement, dans les conditions actuelles d'utilisation des locaux de la zone homogène				
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation



## Attestations et certificats :

---

Attestation d'assurance :

## ATTESTATION D'ASSURANCE

Nous, soussignés **MSIG Insurance Europe AG**, Succursale en France, sis 65 Rue de la Victoire – 75009 PARIS – certifions par la présente que la Société :

**BUREAU VERITAS SERVICES France SAS**  
8 Cours du Triangle  
92800 Puteaux

a souscrit auprès de notre Compagnie, pour le compte de sa filiale :

**Bureau Veritas Exploitation SAS**  
8 Cours du Triangle 92800 Puteaux

un contrat d'assurance de **RESPONSABILITE CIVILE** portant le numéro F210.16.0414.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la **RESPONSABILITE CIVILE** pouvant incomber à l'Assuré en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers dans le cadre de ses activités de diagnostic amiante tels que :

- Repérage amiante avant travaux et démolition,
- Assistance technique pour travaux de traitement de l'amiante,
- Repérage amiante pour constitution de DAPP et de DTA,
- Réalisation ou mise à jour de DAPP,
- Repérage amiante avant/après travaux ou démolition,
- Réalisation ou mise à jour du dossier amiante,
- Examen visuel après travaux de retrait et d'encapsulation,
- Mesures de la concentration des fibres d'amiante dans l'air des immeubles bâtis,
- Prélèvement et analyse d'eau afin de rechercher la présence d'amiante en suspension,
- Analyse d'échantillons prélevés par l'Assuré,
- Mesures d'exposition à l'amiante des travailleurs à leurs postes de travail,
- Vérification périodique de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante dans les bâtiments,
- Repérage amiante avant-vente,
- Repérage amiante avant travaux y compris de démolition sur installations, structures ou équipements concourant à la réalisation ou la mise en œuvre d'une activité,
- Diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments (décret 2011-610 du 31 mars 2011) y compris le réemploi des matériaux : concernant cette dernière mission il est précisé que les garanties s'appliquent y compris lorsque la mission porte sur des démolitions ne comportant pas de déchets amiantés.

Mais également analyses et/ou prélèvements d'échantillons, missions de recherche d'amiante, conseil en performance énergétique et/ou toutes missions connexes d'assistance technique et/ou de conseil découlant des missions de diagnostics ci-dessus et y compris les estimations financières liées aux propositions de solutions techniques formulées par l'Assuré.

### MONTANTS DE GARANTIES

#### **RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION :**

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par sinistre** ..... **1 000 000 EUR**

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne



**RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE PENDANT ET/OU APRES PRESTATION :**

Tous dommages confondus (dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non), **par année d'assurance** ..... **1 000 000 EUR**

La présente attestation valable du 01/01/2023 à zéro heure au 31/12/2023 à minuit, est délivrée, sous réserve du paiement de la prime d'assurance, pour servir et valoir ce que de droit et ne peut engager la Compagnie au-delà des clauses, termes et conditions du contrat auxquels elle se réfère.

Paris, le 14 décembre 2022

MSIG Insurance Europe AG  
65, rue de la Victoire - 75009 Paris  
Tél : 01 40 67 42 42 - Fax : 01 40 67 12 34  
RCS Paris 753143882 APE 65122

MSIG Insurance Europe AG  
Succursale en France  
65 Rue de la Victoire  
75009 Paris  
Tel: +33(0)1 40 67 42 42  
Fax: +33(0)1 40 67 12 34

RCS Paris 753143882, APE 6512 Z  
Siège social: An den Dominikanern 11-27  
50668 Cologne  
Allemagne

a

Certificat de l'opérateur:

BUREAU VERITAS Certification			
Certificat Attribué à <b>JEGOUIC Arnaud</b>			
Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité			
DOMAINES TECHNIQUES			
	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du Certificat*
Amiante sans mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	12/04/2021	11/04/2028
Amiante avec mention	Arrêté du 2 Juillet 2018 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification	12/04/2021	11/04/2028

Date : 02/04/2021      Numéro de certificat : 9643066

**Laurent Croguennec, Président**



\* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur [www.bureauveritas.fr/certification-diag](http://www.bureauveritas.fr/certification-diag)

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France  
Le Triangle de l'Arche, 9 cours du Triangle 92937 Paris-la-Défense CEDEX



